

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 46 du 13 octobre 2016

TEXTE SIGNALE

ARRÊTÉ

listant les opérations de restructuration des unités de gendarmerie nationale ouvrant droit à certaines indemnités de restructuration au profit des militaires.

Du 21 septembre 2016

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

ARRÊTÉ listant les opérations de restructuration des unités de gendarmerie nationale ouvrant droit à certaines indemnités de restructuration au profit des militaires.

Du 21 septembre 2016

NOR I N T J 1 6 2 4 6 6 2 A

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 531.6

Référence de publication : JO n° 233 du 6 octobre 2016, texte n° 24 ; signalé au BOC 46/2016.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le décret n° 59-1193 du 13 octobre 1959 modifié fixant le régime de l'indemnité pour charges militaires, notamment ses articles 5 ter et 5 quater ;

Vu le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 instituant une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint ;

Vu le décret n° 2008-647 du 30 juin 2008 instituant une allocation d'aide à la mobilité du conjoint et une indemnité temporaire de mobilité en faveur de certains agents du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 fixant les montants de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les militaires de la gendarmerie nationale qui ont été mutés ou déplacés à l'occasion d'une opération de restructuration mentionnée en annexe du présent arrêté peuvent demander à bénéficier :

1° Du complément et du supplément forfaitaires de l'indemnité pour charges militaires, dans les conditions fixées par le décret du 13 octobre 1959 susvisé ;

2° De l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint, dans les conditions fixées par le décret du 30 juin 2008 et l'arrêté du 17 avril 2008 susvisés.

Art. 2. - Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

L'adjoint au directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale,

M. LABBÉ.

ANNEXE.
**LISTE DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE
NATIONALE.**

Auvergne-Rhône-Alpes :

Brigade territoriale de Marlieux (01) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Villeneuve (01) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale d'Izernore (01) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Vallon-en-Sully (03) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale d'Arfeuilles (03) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Champagnac-le-Vieux (43) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Riom (63) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Centre régional d'informations et de coordination routières de Lyon dissout à compter du 1^{er} juin 2016.

Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Brigade territoriale de Jausiers (04) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Carpentras (84) dissoute à compter du 1^{er} mai 2016.
Centre régional d'informations et de coordination routières de Marseille dissout à compter du 1^{er} juin 2016.

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées :

Brigade territoriale de Béziers (34) dissoute à compter du 1^{er} juin 2016.
Brigade de recherches de Marjevol (48) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Saint-Germain-du-Teil (48) dissoute à compter du 1^{er} mai 2016.
Brigade territoriale de Perpignan (66) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Sournia (66) dissoute à compter du 1^{er} avril 2016.
Peloton de surveillance et d'intervention de Céret (66) dissout à compter du 16 février 2016.
Equipe cynophile de peloton de surveillance et d'intervention de Céret (66) dissoute à compter du 16 février 2016.

Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin :

Brigade territoriale des Trois-Moutiers (86) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Saint-Macaire (33) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale autonome de Bordeaux (33) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Carcans (33) dissoute à compter du 1^{er} mars 2016.
Centre régional d'informations et de coordination routières de Bordeaux dissout à compter du 1^{er} juin 2016.

Bourgogne-Franche-Comté :

Brigade territoriale de Laignes (21) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Baigneux-les-Juifs (21) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Liernais (21) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Grancey-le-Château-Neuville (21) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Fontaine-Française (21) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Lucenay-l'Evêque (71) dissoute à compter du 1^{er} juin 2016.

Normandie :

Equipe cynophile du peloton de surveillance et d'intervention d'Yvetot (76) dissout à compter du 1^{er} janvier 2016.

Bretagne :

Peloton motorisé d'Auray (56) dissout à compter du 1^{er} janvier 2016.
Equipe rapide d'intervention d'Auray (56) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Centre régional d'informations et de coordination routières de Rennes dissout à compter du 1^{er} juin 2016.

Pays de la Loire :

Brigade territoriale de Tuffé (72) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.

Alsace-Champagne-Ardenne Lorraine :

Brigade territoriale d'Urmatt (67) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Centre régional d'informations et de coordination routières de Metz dissout à compter du 1^{er} juin 2016.

Nord-Pas-de-Calais-Picardie :

Détachement gendarmerie de la direction interrégionale de la police judiciaire rattaché à la section de recherche de Lille - Villeneuve-d'Ascq (59) dissout à compter du 15 mars 2016.
Peloton de surveillance et d'intervention de Bruay-la-Bussière (62) dissout à compter du 1^{er} mars 2016.
Brigade territoriale de Norrent-Fontes (62) dissoute à compter du 1^{er} mars 2016.
Brigade territoriale d'Aukt (80) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Centre régional d'informations et de coordination routières de Villeneuve d'Ascq dissout à compter du 1^{er} juin 2016.

Ile-de-France :

Brigade territoriale autonome de Fontainebleau (77) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Brigade territoriale de Meaux (77) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Groupe d'intervention cynophile de Meaux (77) dissout à compter du 16 juin 2016.
Brigade motorisée de Mantes-la-Jolie (78) dissoute à compter du 1^{er} mai 2016.
Brigade territoriale automne de Triel-sur-Seine (78) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Equipe cynophile du groupement blindé gendarmerie mobile de Versailles (78) dissoute à compte du 16 juin 2016.
Equipe cynophile du peloton de surveillance et d'intervention de Saint-Germain-en-Laye (78) dissoute à compter du 16 juin 2016.
Equipe cynophile du peloton de surveillance et d'intervention d'Etampes (91) dissoute à compter du 16 juin 2016.
Equipe cynophile du peloton de surveillance et d'intervention de Pontoise (95) dissoute à compter du 16 juin 2016.
Brigade territoriale de Beaumont-sur-Oise (95) dissoute à compter du 1^{er} avril 2016.
Section emploi réserve et section des systèmes d'information et de communication de l'état-major du groupement blindé de gendarmerie mobile dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Centre régional d'informations et de coordination routière de Créteil-l'Echat dissout à compter du 1^{er} janvier 2016.
Bureau Chorus, section dépenses courantes et recettes, section projets complexes, section validation dissoutes à compter du 1^{er} janvier 2016.

Centre-Val de Loire :

Brigade territoriale de Tours (37) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.

Commandement de la gendarmerie d'outre-mer :

Brigade de recherches de Papeete (987) dissoute à compter du 1^{er} janvier 2016.
Détachement de la section immobilière et du logement des Abymes (971) dissout à compter du 1^{er} juin 2016.

Commandement de la gendarmerie nationale des voies navigables :

Cellule d'enquête des voies navigables dissoute à compter du 1^{er} avril 2016.

Gendarmerie maritime :

Groupe d'exploitation du renseignement opérationnel maritime de Cherbourg-Octeville dissout à compter du 1^{er} avril 2016.

Groupe d'exploitation du renseignement opérationnel maritime de Brest dissout à compter du 1^{er} avril 2016.

Groupe d'exploitation du renseignement opérationnel maritime de Toulon dissout à compter du 1^{er} avril 2016.

Inspection de la gendarmerie nationale :

Secrétariat du bureau d'audit financier administratif et technique dissout à compter du 1^{er} janvier 2016.

Commandement des écoles de la gendarmerie nationale :

Secrétariat de la division d'instruction du Centre national des forces de la gendarmerie à Saint-Astier dissout à compter du 15 juin 2016.

Stage formation des maîtres-chiens à Gramat dissout à compter du 1^{er} février 2016.

Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale :

Division de lutte contre la cybercriminalité, département répression atteintes aux mineurs sur internet, département investigations internet, département coordination et appui numérique, département prévention et suivi des phénomènes sur internet dissous à compter du 1^{er} février 2016.

Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale :

Centre national d'informations routières dissout à compter du 1^{er} juin 2016.